

pensée de guerre. (Négociations sur plusieurs bancs.)  
Le pays peut se tromper, mais vous ne pouvez empêcher qu'il ait de légitimes inquiétudes quand il voit continuer vos armements, et il faut bien constater un fait irréfutable.  
Ce que je reproche au Gouvernement, c'est de n'avoir pas compris que la politique de liberté commerciale n'était pas seulement une politique économique, mais bien une politique générale; que la conséquence nécessaire de la liberté des échanges devait être l'affermissement dans la paix.  
C'est bien de prendre résolument son parti de cette situation, et c'est là le grief légitime de l'industrie, au lieu de consacrer la plus grande partie des ressources du budget au développement de la prospérité intérieure, au lieu d'adopter une politique de paix et de désarmement, il a poursuivi une politique qui n'est pas la

guerre, mais qui n'est pas la paix. De telle sorte qu'il se trouve dans cette situation à laquelle, malgré sa bonne volonté et la richesse de la France, il ne pourra jamais suffire, d'avoir un budget qui est à la fois un budget de paix et un budget de guerre.  
Les causes transitoires de la crise passeront, les tarifs américains disparaîtront, le blé reviendra meilleur marché, les excès de production cesseront, mais la cause persistante que je signale ne disparaîtra que lorsque vous aurez fait un vigoureux effort pour changer votre politique. Jusque là, il arrivera ceci: c'est que la crise sera intermittente, mais permanente. Elle ne s'adducra pendant quelque temps que pour recommencer aussitôt.  
Il n'y a que deux manières de sortir de cette situation: la première, c'est la guerre. La guerre (Bruit) bien des gens pensent qu'elle est nécessaire, qu'il y a une question d'honneur à vider entre la France et

l'Allemagne. Cela se dit, cela s'écrit et est propagé. (Nouvelles interruptions.) Et c'est une opinion sérieuse et grave, des qu'elle est celle de l'éminent publiciste dont je m'honore d'être l'ami et dont je regrette de me séparer en cette occasion. Mais, selon moi, la guerre serait un désastre. Je ne parle pas au nom de la fraternité, au nom de ces sentiments qui n'ont rien à faire avec la politique, je parle au nom des intérêts. L'expérience a confirmé cette parole de Montesquieu: «Ce sont les hommes de guerre qui ruineront l'Europe». La guerre n'a jamais rien fait, rien terminé.  
En vain vous seriez victorieux, en vain vous auriez repoussé l'Allemagne, conquis le Rhin. Après la victoire vous pourriez désarmer moins facilement encore qu'avant la guerre. Vous seriez obligés d'augmenter encore vos armées, et le malaise du monde ne cesserait pas. (C'est vrai! c'est vrai! sur plusieurs bancs.)

La guerre n'est donc selon moi, qu'une solution impraticable, néfaste, un expédient empirique.  
La véritable solution c'est la paix, mais la paix avec le désarmement, mais la paix avec la liberté, avec la liberté sans laquelle la paix n'est ni glorieuse, ni sûre.  
Après le 2 décembre, tandis que je regardais tristement, collé sur un marbre, cette constitution qui faisait si large la part du pouvoir et si étroite celle de la liberté, un penseur qui n'est plus d'actualité et me dit: «Le pays apprendra que, sans la liberté politique, il n'y a pas même de prospérité matérielle assurée.» (Mouvements divers.) L'expérience commence.  
Messieurs, je vous ai indiqué et les caractères et la cause de la crise. Je vous en ai indiqué le remède. Je laisse le reste à vos méditations. (Vive approbation sur plusieurs bancs. — Mouvements divers. — L'orateur, revenu à son banc, reçoit les

félicitations d'un certain nombre de ses collègues.)  
Vous nommez. A lundi 1 à lundi 1.  
M. le Président Schneider. Le Chambre veut-elle renvoyer à lundi la suite de la discussion? (Oui! oui!) La suite de la discussion est renvoyée à lundi.  
La séance est levée à six heures moins un quart.  
Le chef des secrétaires-rédacteurs, MAURICE DUPRAT.  
Le Propriétaire-gérant: J. REBOUX.  
IMP. J. REBOUX, ROUBAIX.